

**Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

13 mars 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

**Éléments proposés en vue de l'élaboration d'un plan
d'action pour l'élimination des armes nucléaires**

**Document de travail présenté par le Groupe des États
non alignés parties au Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires**

Introduction

1. L'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes. Afin d'atteindre cet objectif, les États dotés d'armes nucléaires doivent concrétiser l'engagement sans équivoque qu'ils ont pris en 1995, 2000 et 2010. Les 13 mesures concrètes à prendre pour mener une action systématique et progressive en vue d'appliquer l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires devraient être mises en œuvre dans leur intégralité, conformément aux principes de transparence, de vérifiabilité et d'irréversibilité.
2. Compte tenu de ce qui précède, il est nécessaire d'engager des négociations sur une convention générale relative aux armes nucléaires qui prévoit un programme échelonné, assorti d'un calendrier précis, en vue de l'élimination complète des armes nucléaires.
3. Le Mouvement des pays non alignés propose un plan d'action pour l'élimination complète des armes nucléaires, qui servira de base aux travaux de la Conférence chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 et qui comporte les mesures concrètes ci-après, notamment la négociation et l'adoption d'une convention relative aux armes nucléaires prévoyant un programme échelonné, assorti d'un calendrier précis, en vue de l'élimination complète des armes nucléaires. La liste des mesures indiquées pour chaque phase est indicative et non exhaustive. Il est néanmoins bien entendu que, dans tout programme de désarmement nucléaire, les différentes mesures à prendre sont indissociables.



Plan d'action

Première phase : 2015-2020

4. Ouverture de négociations sur une convention générale relative aux armes nucléaires et adoption d'une convention qui :

- a) Interdit la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, l'accumulation, le transfert et l'emploi ou la menace d'emploi des armes nucléaires;
- b) Prévoit leur destruction;
- c) Prévoit la mise en place d'un unique système de vérification global, multilatéral et intégré, qui permette de veiller au respect des dispositions de la convention.

5. En attendant l'adoption d'une convention générale, application immédiate des mesures ci-après, qui tiennent compte des actions convenues lors des Conférences d'examen de 1995, 2000 et 2010 :

- a) Moratoire sur la fabrication de matières fissiles par les États dotés d'armes nucléaires;
- b) Entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, après sa ratification par les États dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore ratifié;
- c) Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales en attendant l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
- d) Fermeture de tous les sites d'essai d'armes nucléaires et des infrastructures connexes;
- e) Cessation des activités visant à perfectionner les systèmes d'armes nucléaires existants à l'aide des nouvelles technologies, notamment les travaux de recherche-développement sur les armes nucléaires entrepris par les États dotés d'armes nucléaires;
- f) Réduction et, à terme, suppression du rôle des armes nucléaires dans les doctrines de défense des États dotés d'armes nucléaires;
- g) Fourniture de garanties de sécurité négatives inconditionnelles et juridiquement contraignantes par les États dotés d'armes nucléaires aux États non dotés d'armes nucléaires;
- h) Création de zones exemptes d'armes nucléaires, en particulier au Moyen-Orient;
- i) Réduction des arsenaux nucléaires et levée de l'état d'alerte par les États dotés d'armes nucléaires.

Deuxième phase : 2020-2025

6. Accélération de la ratification et entrée en vigueur rapide de la convention générale relative aux armes nucléaires, qui comporte un programme échelonné et un calendrier précis en vue de l'élimination complète des armes nucléaires.

7. Dès l'entrée en vigueur de la convention générale relative aux armes nucléaires, mise en œuvre des mesures suivantes :

- a) Établissement d'un unique système de vérification global, multilatéral et intégré pour veiller au respect des dispositions de la convention;
- b) Déclarations des États parties détenteurs d'armes nucléaires sur leurs stocks d'armes nucléaires et des matières pouvant servir à la fabrication de telles armes;
- c) Réalisation, sous contrôle international, d'un inventaire des arsenaux nucléaires, y compris les matières fissiles, les têtes nucléaires et leurs vecteurs;
- d) Séparation des têtes nucléaires de leurs vecteurs;
- e) Stockage des têtes nucléaires en lieu sûr et sous surveillance internationale en attendant que les matières nucléaires spéciales soient retirées des têtes;
- f) Transfert des matières nucléaires, et notamment des matières fissiles, à des « fins pacifiques »;
- g) Soumission aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) des matières fissiles nucléaires à but militaire réaffectées à un usage pacifique par les États dotés d'armes nucléaires.

Troisième phase : 2025-2030

8. Mise en place d'autres mesures visant à appliquer intégralement la convention générale relative aux armes nucléaires et son régime de vérification, notamment :

- a) Élimination de toutes les armes nucléaires de manière irréversible et vérifiable;
 - b) Reconversion de toutes les installations de fabrication d'armes nucléaires à des « fins pacifiques » de manière irréversible et vérifiable;
 - c) Soumission de toutes les installations nucléaires aux garanties de l'AIEA.
-